



**MINISTÈRE
DE LA JUSTICE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



Labellisation du ministère de la justice 2024-2027

École nationale de protection judiciaire de la jeunesse (ENPJJ)

Marché à procédure formalisée de gardiennage et sécurité incendie de l'École Nationale de Protection Judiciaire de la Jeunesse

Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)

Acheteur public :

École Nationale de la Protection Judiciaire de la Jeunesse (ENPJJ)

16 rue du Curoir – 59052 Roubaix

Représentant du pouvoir adjudicateur :

Madame la Directrice Générale de l'École Nationale de Protection
Judiciaire de la Jeunesse

Date limite de dépôt des offres : 21 juillet 2025 à 12h00



SOMMAIRE

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ	4
ARTICLE 2 – PROCEDURE DE PASSATION DU MARCHÉ	4
ARTICLE 3 – CARACTERISTIQUES DU MARCHÉ	4
Article 3.1 - Décomposition des prestations en lots	4
Article 3.2 - Décomposition en tranches	4
Article 3.3 - Durée du marché ou délais d'exécution	4
Article 3.7 - Émission de bons de commande	5
ARTICLE 4 – DELAI DE VALIDITE DES OFFRES	5
ARTICLE 5 – PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	5
ARTICLE 6 – DELAI D'EXECUTION ET DUREE	5
ARTICLE 7 – CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION ET OBLIGATIONS DU TITULAIRE	6
Article 7.1 - Obligations et responsabilité du titulaire	6
Article 7.2 - Planification des prestations courantes	6
Article 7.3 - Garantie de résultat	6
Article 7.4 - Personnel d'intervention du titulaire	7
Article 7.5 - Agrément du personnel	7
Article 7.6 - Formations	8
Article 7.7 - Sécurité des agents	8
Article 7.8 – Reprise du personnel	8
Article 7.9 - Promotion de la démarche de labellisation RFAR « relations fournisseurs et achats responsables »	9
Article 7.10 - Différends	9
ARTICLE 8 – DISPOSITIONS FINANCIERES	11
Article 8.1 - Forme des prix	11
Article 8.2 - Modalités de règlement des comptes du marché	12
Article 8.3 - Sous-détails des prix	12
Article 8.4 - Variation des prix	12
Article 8.5 - Application de la T.V.A.	13
Article 8.6 - Facturation	13
Article 8.7 - Modalités de règlement	14
Article 8.8 - Délai global de paiement	14
Article 9 – Vérifications quantitatives et qualitatives	14
Article 10 – Clauses de résiliation	14
Article 10.1 - La résiliation de plein droit	15
Article 10.2 - La fin anticipée du contrat imposée par la personne publique à son cocontractant	15
Article 10.2.1 - La résiliation pour motif d'intérêt général	15
Article 10.2.2 – L'indemnisation	15
Article 10.2.3 - La résiliation pour faute du titulaire	16
Article 11 – Confidentialité	16
Article 12 - Droit et Langue applicables	16
Article 13 - Pénalités	17
Article 14 - Nantissement	18

Article 15 - Contrôle technique.....	18
Article 16 - Assurances	18
Article 17 - Conformité avec la législation.....	19
Article 18 - Dérogations	19

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet l'exécution de prestations de services de sécurité incendie et de gardiennage du bâtiment de l'ENPJJ, sise au 16 rue du Curoir à Roubaix, et de la résidence, sise au 30 rue des Fabricants à Roubaix.

Les prestations et conditions de leur exécution sont décrites au Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P) et ses annexes, et au présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P).

ARTICLE 2 – PROCEDURE DE PASSATION DU MARCHÉ

Le présent marché, ayant pour objet des prestations de services de gardiennage et de sécurité, est passé selon une procédure formalisée, conformément aux dispositions des articles R.2124-3, R.2161-12 à R.2161-20 du Code de la commande publique.

Il s'agit d'une procédure concurrentielle avec négociation, ouverte à tout opérateur économique, permettant au pouvoir adjudicateur de négocier les offres remises, conformément à l'article R.2161-21.

À l'issue de la phase d'analyse des candidatures et des premières offres, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'engager des négociations avec tous les candidats ayant présenté une offre initiale régulière, notamment sur les aspects techniques, qualitatifs ou financiers de leur proposition. Il se réserve également la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation, conformément à l'article R.2161-19 du Code de la commande publique.

Les modalités précises de la négociation seront communiquées aux candidats admis à y participer.

ARTICLE 3 – CARACTERISTIQUES DU MARCHÉ

Article 3.1 - Décomposition des prestations en lots

Conformément à l'article L2113-11 du code de la commande publique, le présent marché est composé d'un lot unique. L'allotissement n'a pas été retenu, car les prestations à réaliser sont techniquement et opérationnellement indissociables, notamment en raison de la nécessité d'assurer une continuité de service, une homogénéité dans la gestion des agents de sécurité sur l'ensemble du site.

Le recours à un lot unique garantit ainsi une meilleure cohérence de l'organisation, une optimisation des moyens humains, et limite les risques de rupture dans la chaîne de sécurité.

Article 3.2 - Décomposition en tranches

Le présent marché est conclu en tranche unique. Il n'est pas prévu de tranche conditionnelle.

Article 3.3 - Durée du marché ou délais d'exécution

La date prévisionnelle de début du marché est fixée au 01 novembre 2025 **ou à réception de la notification si elle est postérieure**. Son exécution est soumise à l'envoi au titulaire d'un ordre de service précisant la date de début d'exécution des prestations.

Le marché est conclu **pour une période de 3 ans renouvelable une fois 1 an par demande** expresse du pouvoir adjudicateur à compter de la date de commencement d'exécution du marché.

Article 3.7 - Émission de bons de commande

La mise en place de prestations complémentaires se fera par l'émission d'un bon de commande qui reprendra la nature et la quantité des prestations commandées, les délais d'exécution, le prix unitaire HT et le montant total HT, si nécessaire détaillera les références et autres détails techniques des prestations commandées.

Ces prestations seront exceptionnelles et minoritaires.

ARTICLE 4 – DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Les offres sont valables 180 jours à compter de la date limite de remise des offres.

ARTICLE 5 – PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement et ses annexes dont le Bordereau des prix unitaires, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de la personne publique fait seul foi
- Le cahier des clauses administratives particulières et ses annexes, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de la personne publique fait seul foi
- Le cahier des clauses techniques particulières et ses annexes, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seul foi
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.
- Le mémoire justificatif présentant la méthode et les moyens que le titulaire compte employer pour réaliser la mission. Le contenu de ce mémoire est détaillé dans le Règlement de la consultation

Ainsi que tous les avenants qui seraient signés en cours de marché.

ARTICLE 6 – DELAI D'EXECUTION ET DUREE

La date prévisionnelle de début du marché est fixée au 01 novembre 2025 **ou à réception de la notification si elle est postérieure**. Son exécution est soumise à l'envoi au titulaire d'un ordre de service précisant la date de début d'exécution des prestations.

Le marché est conclu **pour une période de 3 ans renouvelable une fois 1 an par demande** expresse du pouvoir adjudicateur à compter de la date de commencement d'exécution du marché.

Le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnité si le marché n'est pas reconduit.

Le montant maximum du marché pour la totalité de l'exécution du marché (48 mois) qui comprend la durée de trois ans du marché et le un an de reconduction est de 2 200 516 euros TTC.

ARTICLE 7 – CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION ET OBLIGATIONS DU TITULAIRE

Article 7.1 - Obligations et responsabilité du titulaire

Les prestations doivent être exécutées conformément aux règles de l'art et aux clauses du CCTP, de ses avenants, et des clauses figurant dans les ordres de services et bons de commande éventuels.

Le titulaire est tenu d'une obligation contractuelle de résultat quant à la bonne exécution des prestations objet du présent marché.

Le titulaire du marché ne pourra se prévaloir, ni pour éluder les obligations du marché, ni pour élever aucune réclamation, des sujétions qui pourront être occasionnées par les activités d'exploitation des locaux, notamment par l'interruption ou le report de toute opération décidée par l'École nationale de protection judiciaire de la jeunesse.

Pendant toute la durée du marché, le titulaire est seul responsable à l'égard des tiers des conséquences des actes du personnel et de l'usage du matériel. Il garantit l'École nationale de protection judiciaire de la jeunesse contre tout recours. Il contracte à ses frais toutes assurances utiles, notamment pour se garantir de toute indemnité à laquelle l'exposerait l'activité entreprise au titre du marché.

En cas d'interruption imprévue du service, même partielle, le titulaire doit aviser le Chef du département des Affaires Techniques de l'ENPJJ dans l'heure et prendre en accord avec lui les mesures nécessaires.

Il est interdit au titulaire de céder ou sous-traiter tout ou partie du marché sans y être expressément autorisé par l'École nationale de protection judiciaire de la jeunesse. La sous-traitance ne peut, en aucun cas, porter sur plus de 80% du marché. En tout état de cause, il reste personnellement responsable envers l'École nationale de protection judiciaire de la jeunesse du parfait accomplissement de toutes les clauses et conditions du marché.

Le titulaire s'engage à informer l'ensemble de son personnel de tous les impératifs et règles de sécurité prévus par la législation du travail.

Si pour une raison quelconque, il était constaté une défaillance du responsable du service de sécurité, le titulaire pourvoira à son remplacement dans les délais les plus courts, en coordination avec l'École nationale de protection judiciaire de la jeunesse.

Article 7.2 - Planification des prestations courantes

La planification des prestations est définie par le titulaire et soumis au visa du représentant du pouvoir adjudicateur de façon mensuelle. Une fois approuvé, ce planning devra être scrupuleusement respecté sous peine de l'application de la pénalité prévue à l'article 13 du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières.

Article 7.3 - Garantie de résultat

Le titulaire qui reconnaît avoir pris connaissance de l'ensemble des contraintes liées à la réalisation des prestations, est réputé consentir par applications des conditions générales d'exécution du présent marché, qu'en cas de résultat non atteint, son engagement couvre la mise en œuvre de tous les moyens supplémentaires pour la réalisation, à ses frais et sans

modification du prix du marché prévu à l'acte d'engagement, d'une prestation conforme au Cahier des Clauses Techniques Particulières.

Article 7.4 - Personnel d'intervention du titulaire

Le titulaire doit mettre en œuvre, selon les prestations demandées, au minimum le nombre de personnes sur lequel il s'est engagé au moment de son offre. Les travailleurs étrangers doivent être munis du titre les autorisant à exercer une activité salariée en France lorsque la possession de ce titre est exigée, en vertu de dispositions législatives ou réglementaires, soit de traités ou accords internationaux.

La proportion maximale des travailleurs d'aptitude physique restreinte et leur rémunération par rapport au nombre total des travailleurs de la même catégorie employée à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché seront conformes à la réglementation en vigueur.

Avant tout commencement d'exécution, le titulaire doit communiquer au représentant légal du pouvoir adjudicateur les noms et les qualifications professionnelles des intervenants chargés de l'exécution du marché et les coordonnées du personnel d'encadrement responsable de l'exécution dudit marché.

Le titulaire informe également le représentant légal du pouvoir adjudicateur de tout remplacement de ces personnels.

Article 7.5 - Agrément du personnel

Les personnels d'intervention et de remplacement nommément désignés par le titulaire en vue de l'exécution des prestations du présent marché doivent être préalablement agréés, ils sont les seuls autorisés à intervenir dans l'établissement.

Ces personnes possèdent les qualifications et habilitations requises pour l'exécution des tâches qui leur sont confiées. Les qualifications sont justifiées au Chef du département des Affaires Techniques de l'ENPJJ, qui garde la possibilité de récuser le personnel présenté.

A cet effet, le Titulaire doit fournir, pour agrément avant leur présence sur site la liste des agents proposés et les documents et renseignements complémentaires les concernant, et en particulier les documents suivants :

- Les extraits numéros 3 (trois) du casier judiciaire datant de moins de 1 (un) mois, de nouveaux
- Extraits sont fournis chaque année,
- Le résultat de la visite médicale d'embauche ou périodique,
- Les certificats divers et qualifications attestées par la copie d'une fiche de paie,
- Les attributions de ce personnel,
- Les photos d'identité
- Les horaires de travail et de présence.

Pour tout changement de personnel en cours de marché, le titulaire doit adresser une demande d'agrément avant le remplacement effectif.

Le titulaire est réputé avoir vérifié l'exactitude des qualifications professionnelles et du domicile des agents qui seraient recrutés pour la prestation.

Le titulaire vérifie que l'ensemble du personnel a une bonne connaissance de la topographie des lieux, des consignes de sécurité et d'accès données par l'ENPJJ. Il assure également, sous sa responsabilité, l'organisation du travail, la discipline, le respect des consignes et l'efficacité du personnel dont il est responsable, ainsi que l'application du règlement intérieur de l'ENPJJ.

Le personnel du titulaire est remplacé, pendant ses congés, par un personnel de qualification équivalente, préalablement agréé comme il est décrit ci-dessus.

Le titulaire désigne en outre un responsable technique et administratif (RTA) et un responsable d'exploitation (REX), agréés, qui seront les interlocuteurs habituels de l'ENPJJ. Tout changement de responsable est soumis à l'agrément préalable de l'ENPJJ.

Article 7.6 - Formations

Le Titulaire doit assurer les actions de formation de son personnel, et doit s'assurer de l'état des connaissances sur le plan de la technique, de la sécurité incendie et gardiennage des Établissements recevant du public,

Article 7.7 - Sécurité des agents

Le titulaire du marché s'engage à respecter la législation en vigueur (code du travail Titre III du livre II) et toute disposition légale et réglementaire relative à l'utilisation des équipements de travail.

Il s'engage à fournir à l'ensemble des agents un vêtement de travail adapté avec le logo de la société. L'École nationale de protection judiciaire de la jeunesse se réserve la possibilité d'interdire l'accès à ses locaux de tout agents non dotés de son équipement de travail. Dans ce cas la prestation sera considérée comme non exécutée et les pénalités afférentes seront appliquées.

Article 7.8 – Reprise du personnel

Dans le cadre du présent marché de prestations de sécurité et de gardiennage, les candidats sont informés qu'une reprise de personnel est susceptible de s'appliquer, conformément :

- À l'article L.1224-1 du Code du travail, relatif au maintien des contrats de travail en cas de changement d'employeur pour un même marché,
- À l'article L.2112-2 du Code de la commande publique, autorisant la fixation de conditions d'exécution relatives à l'emploi,
- Aux articles 7.1 et suivants de la convention collective nationale des entreprises de prévention et de sécurité (IDCC 1351), qui encadrent la reprise obligatoire du personnel affecté à un marché.

Le marché en cours comporte un effectif de personnels affectés aux prestations qui, sous conditions, devraient être repris par le nouveau titulaire dans le respect des dispositions légales et conventionnelles précitées.

Les candidats sont tenus d'intégrer cette donnée dans la construction de leur offre technique et financière. À ce titre, des éléments d'information relatifs au personnel concerné (fonctions, nombre d'agents, temps de travail, ancienneté, etc.) seront fournis sur demande, dans les conditions prévues au règlement de consultation.

Aucune réclamation ne pourra être admise ultérieurement au motif que les candidats n'auraient pas été informés de cette obligation.

Article 7.9 - Promotion de la démarche de labellisation RFAR « relations fournisseurs et achats responsables »

Le ministère de la Justice a été labellisé « Relations fournisseurs et achats Responsables » le 10 décembre 2024.

Par conséquent, le ministère souhaite continuer à améliorer sa relation avec ses fournisseurs en :

- mettant en place des conditions favorables au développement de relation équilibrée ;
- veillant aux intérêts des fournisseurs et sous-traitants ;
- valorisant la démarche d'écoute de la voix des fournisseurs.

Et encourage ses fournisseurs à :

- mettre en place une démarche d'amélioration continue en matière de RSE et valoriser les évolutions en cours de marché
- construire un projet fédérateur transversal et de transformation autour d'une politique achats responsables, en y associant l'ensemble des directions concernées ;
- développer les bonnes pratiques achats responsables dans l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement ;
- à s'engager dans un parcours d'achats responsables en signant la Charte RFAR et œuvrer à l'obtention du Label RFAR.

À cet effet, le titulaire s'engage à informer le ministère de toute démarche entreprise en la matière, et notamment :

- la signature de la Charte « Relations fournisseurs et achats responsables »,
- l'obtention du Label « Relations fournisseurs et achats responsables » (RFAR), et/ou toute norme ou tout label équivalent.

Le Médiateur des entreprises et le Conseil national des achats (CNA) se proposent de vous accompagner dans cette démarche.

Pour toute information, consultez le site internet : <https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises>

Article 7.10 - Différends

Le présent marché est conclu et est exécuté de bonne foi par les parties qui s'engagent à examiner ensemble, dans le plus grand esprit de concertation, tout différend qui pourrait survenir relatif à son existence, son interprétation ou à son exécution.

L'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable ou le recours à la médiation dans la résolution de tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent contrat ou à l'exécution des prestations.

1/ Principes communs au règlement amiable des différends :

- Rappels quant aux modalités alternatives au règlement des différends :

La médiation ou la conciliation par le Comité consultatif de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics sont des processus de règlement permettant aux parties de trouver un accord à l'amiable sans procédure judiciaire classique. Leur recours vise notamment à favoriser une solution rapide et pérenne aux problèmes rencontrés, et participe à l'objectif de préserver la relation future du ministère avec ses fournisseurs.

À ce titre, chaque partie reste libre de quitter à tout moment le processus.

Dans l'hypothèse où le différend n'aurait pas trouvé de solution acceptable pour les deux parties, il appartiendra à la plus diligente d'entre elles, si elle s'y croit fondée, de saisir la juridiction compétente du litige en cause.

- Suspension des délais de recours contentieux et de prescriptions :

Conformément au code de justice administrative, les délais de recours contentieux sont interrompus et les prescriptions sont suspendues à compter de la date d'acceptation des deux parties indiquées dans le courriel d'ouverture qui leur est envoyé par le médiateur ou de la date de saisine du Comité consultatif du règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics.

Ces démarches interrompent les délais de recours contentieux jusqu'à la notification de la décision prise après la tentative de règlement amiable, ou de la constatation de l'échec de la démarche.

- Confidentialité :

Sauf accord des parties, et exceptions prévues par le code de la justice administrative, la médiation ou la conciliation par le Comité sont soumises au principe de confidentialité. Ce principe vise à favoriser les échanges via la libération de la parole, l'émergence de nouvelles idées ou la clarification de situations.

Aussi, les constatations et les déclarations des parties recueillies dans le cadre du règlement amiable doivent rester confidentielles.

Ce principe de confidentialité ne s'applique pas aux pièces, documents et déclarations qui sont connus des parties et préexistent à la démarche, sans préjudice des mentions de protection qui peuvent les concerner.

2/ Possibilité de recourir à la médiation pour le règlement des différends :

Lorsque l'acheteur et le titulaire ne parviennent pas à régler le différend à l'issue d'une procédure de réclamation, ils privilégient, avant toute saisine de la juridiction compétente, le recours à la conciliation ou à la médiation. Le Médiateur interne « relations fournisseurs », dont l'indépendance est garantie par le fait qu'il n'intervient dans aucune phase de la commande publique, peut être saisi par mail à l'adresse suivante :

Mediateur-fournisseur@justice.gouv.fr

ou par courrier recommandé avec avis de réception à l'attention de:

Monsieur le Médiateur interne « relations fournisseurs »

13 place Vendôme

75042 Paris Cedex 01

Par ailleurs, le Médiateur interne « relations fournisseurs » peut être consulté par téléphone au 06 77 62 09 60.

ATTENTION : le Médiateur interne « relations fournisseurs » n'intervient que pour les différends entre le(s) titulaire(s) du marché et le ministère.

- Modalités de saisine du Médiateur interne « relations fournisseurs »

La saisine du Médiateur interne « relations fournisseurs » doit comporter :

- le nom de l'entreprise à l'origine de la demande,
- son numéro de SIRET,
- l'objet du marché et, le cas échéant, du ou des bon(s) de commande concerné(s),
- l'objet de sa sollicitation,
- le service concerné au sein du ministère de la Justice,
- les coordonnées mail et téléphoniques de la personne pouvant être contactée au sein de l'entreprise.

Le Médiateur interne « relations fournisseurs » se prononce sur l'éligibilité de la demande et informe en retour la partie demanderesse dans les meilleurs délais.

Dès lors que la demande d'une partie est estimée éligible, le Médiateur interne « relations fournisseurs sollicite l'avis de l'autre partie. Si les deux parties acceptent l'entrée en médiation, le Médiateur interne « relations fournisseurs » envoie un courriel d'ouverture aux deux parties, précisant la date d'acceptation des parties.

Cette date constitue l'entrée officielle en médiation et fixe la date de la première réunion.

Le recours au service de la médiation est entièrement gratuit.

• Durée de la médiation :

Les parties décident de fixer un délai de médiation, dans la limite de 6 mois maximum à compter de la date d'entrée en médiation.

La date d'entrée en médiation est celle précisée par le Médiateur interne « relations fournisseurs » dans son courriel d'ouverture attestant l'acceptation des parties d'entrer dans la démarche. À défaut, elle correspond à la date de la première réunion de médiation, conformément à l'article L. 213-6 du code de justice administrative.

3/ Possibilité de recourir au Comité consultatif de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics ou au Médiateur des entreprises :

En cas de différend, les acheteurs et le titulaire peuvent recourir au Comité consultatif de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics compétent ou au Médiateur des entreprises, conformément aux dispositions des articles R. 2197-1 à R. 2197-24 du code de la commande publique.

Le Comité consultatif compétent :

Direction des affaires juridiques

Sous-direction de la commande publique

Bureau économie, statistiques et techniques de l'achat public

1C - Bâtiment Condorcet

6, rue Louise Weiss - Télédocus 353

75703 PARIS Cedex 13

Le Médiateur des entreprises :

Remplir le formulaire en ligne : Le Médiateur des entreprises

Adresse mail : mediateur.des-entreprises@finances.gouv.fr

ARTICLE 8 – DISPOSITIONS FINANCIERES

Article 8.1 - Forme des prix

L'École nationale de protection judiciaire de la jeunesse souhaite, dans l'intérêt de toutes les parties, que la rémunération de la prestation soit transparente.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations ainsi que tous les frais afférents au fonctionnement de l'entreprise pour l'exécution des services concernés.

Le prix global et forfaitaire porté à l'annexe 2 de l'acte d'engagement (DPGF) de l'entrepreneur s'entend pour l'exécution, sans restriction ni réserve d'aucune sorte, de toutes les prestations normalement incluses dans les prestations de sa spécialité, ou rattachés à celles-ci par les documents de consultation et cela, dans les conditions suivantes :

- Sur la base de la définition et de la description des prestations, telles qu'elles figurent aux documents de consultation sans aucun caractère limitatif et quelles que soient les imprécisions, contradictions ou omissions que pourraient présenter ces pièces, l'entrepreneur est réputé avoir prévu, lors de l'étude de son offre, et avoir inclus dans son prix toutes les modifications et adjonctions éventuellement nécessaires pour l'usage auquel elles sont destinées (prestations annexes et détail nécessaires à une parfaite exécution non décrits ou mentionnés dans les documents de son marché).
- Les entreprises sont tenues de vérifier la justesse du quantitatif avant la remise de leur offre. Aucune réclamation de l'entreprise ne pourra être prise en compte après la signature du marché.
- Les dépenses supplémentaires imprévues que l'entrepreneur pourrait avoir à supporter en cours de marché, par suite de l'application de ce principe, font partie intégrante de ces aléas et il lui appartient après étude des documents de consultation, d'estimer le risque correspondant et d'en tenir compte pour l'élaboration de son offre et le calcul de son prix.

Article 8.2 - Modalités de règlement des comptes du marché.

Les prestations de services faisant l'objet du marché donneront lieu à un paiement au moment de dépôt de la facture dans Chorus Pro.

Le marché est établi sur la base d'un Prix Global et Forfaitaire annuel s'appliquant à la totalité du marché.

Le paiement s'effectuera selon une périodicité mensuelle sur la base de 1/12ème du montant annuel des prestations.

Une minorité de prestations complémentaires réalisées sur bons de commande est établie sur la base d'un prix unitaire figurant au Bordereau des Prix Unitaires relatif aux prestations particulières en sus du forfait.

Les prix sont appliqués aux quantités réellement exécutées, le détail du calcul étant détaillé sur une facture spécifique, indépendante du forfait.

Ainsi, le paiement s'effectuera mensuellement en fonction des prestations réellement réalisées sur la base du « service fait ».

Article 8.3 - Sous-détails des prix

Le titulaire remettra, en même temps que son offre technique et financière, un sous détail de chacun des prix indiqués. Les sous détails de prix sont à établir selon le modèle joint (bordereau de décomposition des prix), en annexe, du présent dossier de consultation des entreprises.

L'École nationale de protection judiciaire de la jeunesse pourra inviter les candidats à rectifier les erreurs ou anomalies qu'elle aura éventuellement relevées dans les sous détails des prix fournis.

Cette décomposition des prix permettra de définir les coefficients de la formule de variation des prix tel qu'exprimé ci-dessous.

Article 8.4 - Variation des prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des services sont réputées réglées par les stipulations ci-après.

La valeur à retenir est la valeur réelle et définitive publiée au premier jour ouvré de la date de révision telle que communiquée par l'organisme officiel émetteur des indices correspondant visés ci-dessous. La communication s'entend comme étant celle donnée en ligne sur le Site Internet correspondant.

Les prix figurant à l'acte d'engagement sont réputés établis aux conditions économiques du mois précédent la remise des offres. Ce mois est appelé « mois zéro » (Mo). Dans le cas du présent marché, il s'agira du mois de septembre.

La révision a lieu annuellement, à la date anniversaire du début d'exécution du marché. Le prix révisé (P) est obtenu en appliquant la formule suivante :

$$P = P_o \times I / I_o$$

P_o est le prix hors taxes, indiqué dans le bordereau des prix,

I est la dernière valeur connue de l'indice « Services administratifs et d'assistance» publié par l'INSEE dans les Indices des prix de vente des services français aux entreprises françaises (B to B) - Prix de marché - CPF 80.10.12.

I_o est la valeur de I à la date de signature du contrat.

En cas de modification ou de suppression officielle de tout ou partie de l'index précédent, le nouvel index de substitution sera pris en compte.

Lors de chaque nouvelle révision, le titulaire transmettra avec sa facture une copie des indices publiés par l'INSEE à la date de facturation.

Lors de la mise en œuvre de la formule de révision de prix, les calculs sont effectués avec au maximum quatre décimales. Pour chacun de ces calculs, les arrondis seront traités de la façon suivante :

- Si la cinquième décimale est comprise entre zéro et quatre (ces valeurs incluses) la quatrième décimale est inchangée (arrondi par défaut)
- Si la cinquième décimale est comprise entre cinq et neuf (ces valeurs incluses) la quatrième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

Article 8.5 - Application de la T.V.A.

En application de la loi de finances (n°2013-1278) du 29 décembre 2013 publiée au journal officiel, les prestations demandées par l'École nationale de protection judiciaire de la jeunesse bénéficient du taux de TVA de 20% à la date de lancement du marché.

Toutefois, le titulaire est engagé sur la base de son prix hors taxes. En cas de variation du taux de la TVA, le nouveau taux s'appliquera de plein droit, selon les règles de droit transitoire applicables.

Article 8.6 - Facturation

Les prestations d'un mois donné sont facturées par le titulaire du marché à l'ENPJJ dans les premiers jours du mois suivant sur les modalités définies préalablement. Les factures seront déposées sur CHORUS PRO selon l'EJ (engagement juridique) propre à chaque demande de prestation et en renseignant obligatoirement le code SE (service exécutant) CGFDJU059.

Le titulaire présentera des factures distinctes :

- Une comptabilisant la prestation mensuelle forfaitaire correspondant à 1/12^{ème} du montant total annuel du marché

- Une comptabilisant les prestations complémentaires sur bon de commande.

Les notices de calcul des factures et l'actualisation des prix avec leur mode de calcul seront transmises de façon dématérialisée à l'attention de la boîte mail structurée de l'ENPJJ : daf.enpjj-roubaix@justice.fr.

Article 8.7 - Modalités de règlement

Les prix indiqués tiendront compte pour chaque prestation de tous les frais nécessaires à l'entreprise et d'une manière générale de tous les frais généraux, impôts, taxes, bénéfices et toutes sujétions qui permettent au titulaire de faire face à l'ensemble de ses obligations.

Le titulaire adressera ses factures de façon dématérialisée en utilisant le portail sécurisé Chorus PRO. Toutes les informations utiles à la mise en œuvre de ces procédures sont décrites sur le site <https://chorus-factures.budget.gouv.fr>.

Pour le traitement de chaque facture, il est impératif d'y porter les mentions listées ci-dessous :

- La référence de l'engagement juridique (numéro d'EJ) qui a été transmise lors de la passation du marché ou, pour les prestations annexes, l'EJ spécifique transmis annuellement,
- Le code du service exécutant indiqué dans le corps de l'adresse
- L'adresse de facturation communiquée ci-dessus dans son intégralité.

Article 8.8 - Délai global de paiement

Conformément aux dispositions de l'article R2192-10 du Code de la commande publique, le délai global de paiement des sommes dues au titulaire est fixé à 30 jours à compter de la date de réception de la demande de paiement par l'administration.

En cas de dépassement de ce délai, le titulaire bénéficie de plein droit du paiement des intérêts moratoires, calculés sur la base du taux applicable fixé par la Banque centrale européenne (BCE) pour ses opérations principales de refinancement, en vigueur au premier jour du semestre en cours, majoré de huit points.

Le titulaire a également droit à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 euros, conformément à l'article L441-10 du Code de commerce.

Article 9 - Vérifications quantitatives et qualitatives

Les prestations sont soumises à des vérifications destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations prévues dans le marché.

Article 10 – Clauses de résiliation

Le présent marché pourra être résilié selon les modalités ci-après, conformément aux dispositions du code de la commande publique, notamment ses articles L2195-1 à L2195-3, R2195-1 à R2195-6.

Article 10.1 - La résiliation de plein droit

La résiliation sera de plein droit si le titulaire du marché se trouve dans l'impossibilité absolue d'en poursuivre l'exécution.

Deux situations justifient cette résiliation de plein droit :

- La force majeure qui met le cocontractant de l'administration dans l'impossibilité absolue de poursuivre l'exécution du marché public pour des raisons indépendantes de sa volonté et d'obstacles qui ne peuvent être surmontés. Ainsi, le titulaire du contrat ne pourra se voir indemnisé que des pertes subies imputables à l'évènement constitutif de la force majeure, à l'exclusion de toute autre indemnité.
- La disparition du titulaire du marché (liquidation judiciaire) qui n'ouvre droit à aucune indemnité.

Article 10.2 - La fin anticipée du contrat imposée par la personne publique à son cocontractant

La personne publique peut provoquer une fin anticipée du contrat, soit dans l'intérêt général, soit pour sanctionner une faute du titulaire

Article 10.2.1 - La résiliation pour motif d'intérêt général

La personne publique dispose du droit de résilier unilatéralement le marché public ou le contrat de concession pour un motif d'intérêt général et ce, même en l'absence de clause contractuelle en ce sens.

La contrepartie à ce droit est l'entière indemnisation du titulaire qui, par définition, n'a commis aucune faute.

Les motifs de résiliation pour intérêt général seront les suivants :

- L'abandon du marché notamment en raison des difficultés techniques rencontrées en cours d'exécution
- Le fait, non fautif, que le titulaire ne dispose plus de garanties suffisantes pour remplir ses obligations
- La réorganisation ou la modification structurante du fonctionnement du service
- À la suite d'un déferé préfectoral mettant en lumière des irrégularités substantielles ayant affecté
- La procédure de passation du marché public
- La mécontente opposant le titulaire aux usagers du service concerné.

Article 10.2.2 – L'indemnisation

En l'absence de toute faute de sa part, le titulaire pourra prétendre à la réparation intégrale du préjudice résultant pour lui de la résiliation anticipée du marché.

Cette indemnisation couvrira l'intégralité du dommage subi à condition qu'il puisse en justifier le montant et que cela n'aboutisse pas à un enrichissement indu.

Elle prendra en compte les dépenses engagées ainsi que le manque à gagner du titulaire.

Cette indemnisation ne devra en aucun cas être disproportionnée de manière à dissuader la personne publique d'exercer son droit de résiliation au motif d'intérêt général.

Article 10.2.3 - La résiliation pour faute du titulaire

Le titulaire devra s'engager conformément aux stipulations énoncées dans le marché. Si des anomalies sont relevées sur quelque sujet que ce soit, il fera l'objet d'une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception, comportant :

- Les motifs de la mise en demeure.
- L'indication d'un délai raisonnable, permettant au titulaire de remédier à la situation ;
- La sanction encourue en cas de manquement avéré, à savoir la résiliation du marché public, en précisant si elle est simple ou aux frais et risques.

Il disposera d'un délai de 10 jours à compter de la réception de la mise en demeure pour pourvoir aux anomalies constatées. Si au-delà de ces 10 jours il ne s'est toujours pas exécuté, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché, avant l'achèvement de celui-ci, par une décision de résiliation qui en fixera la date d'effet.

Par ailleurs, au-delà d'une discontinuité de service d'une semaine du fait du titulaire, la personne publique pourra résilier le marché et le faire exécuter aux frais et risques du titulaire jusqu'à la désignation d'un nouveau titulaire.

Le titulaire défaillant supportera le surcoût engendré par la passation d'un marché de substitution pour achever les prestations faisant l'objet du marché qui sera passé conformément aux dispositions du code de la commande publique et qui portera sur les prestations restantes qui sont celles définies dans le marché public initial.

Article 11 – Confidentialité

Le titulaire est tenu au secret professionnel. Il s'engage à conserver confidentielles, en toutes circonstances et quelle qu'en soit la cause, les informations qui lui sont communiquées par le pouvoir adjudicateur dans le cadre du présent marché, et ce durant toute sa durée.

Afin d'assurer la protection des informations confidentielles, chaque partie s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires à cette fin, telles que :

- apposition d'une mention de confidentialité sur tous les documents confidentiels remis par l'autre partie et qui ne porteraient pas déjà une telle mention,
- destruction systématique des exemplaires n'ayant plus d'utilité.

En cas de non reconduction du marché, le titulaire s'engage à effacer l'ensemble des données relatives aux agents et stagiaires de l'ENPJJ, dont il a eu connaissance lors du marché. Il en est de même une fois le marché arrivé au terme de la durée globale, soit 3 ans (2 ans et 1 an renouvelable sur demande expresse du pouvoir adjudicateur).

Article 12 - Droit et Langue applicables

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont les seuls compétents.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, factures ou modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors T.V.A. et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

Article 13 - Pénalités

En application des articles R2192-10 et suivants du code de la commande publique, en cas de non-respect des obligations contractuelles et réglementaires prévues par le présent marché, des pénalités forfaitaires pourront être appliquées de plein droit, sans mise en demeure préalable, par l'École nationale de protection judiciaire de la jeunesse.

Ces pénalités, exprimées en euros hors taxes, s'appliqueront par jour d'infraction constatée, ou par événement, comme suit :

- Interruption totale ou arrêt du service de sécurité (PC Sécurité) sans autorisation préalable du représentant du pouvoir adjudicateur : 5 % du montant annuel facturé pour la prestation concernée, par jour d'infraction.
- Non-remplacement du responsable d'équipe en cas d'absence ou d'empêchement : 300 € par jour.
- Ronde non effectuée : 300 €.
- Main courante électronique non renseignée lors d'une vacation : 200 €.
- Non prise en compte des consignes ou des notes de service : 200 €.
- Prestation non conforme aux exigences du CCAP, du CCTP ou des engagements contractuels du mémoire technique : 200 € par infraction et par jour.
- Tenue vestimentaire non conforme : 200 €.
- Agent non habilité ou non recyclé : 500 €.
- Non communication du planning d'équipe mensuel : 200 euros.
- Absence de participation du titulaire à une réunion trimestrielle non justifiée ou non prise en compte des recommandations du responsable de l'ENPJJ : 200 euros par occurrence.

Les infractions donnant lieu à pénalités pourront être constatées à tout moment par toute personne mandatée à cet effet par le pouvoir adjudicateur. Elles feront l'objet d'une notification au titulaire par courrier électronique dans un délai de 48 heures à compter de la constatation, puis confirmées par courrier recommandé avec accusé de réception dans un délai maximum de 7 jours.

Les pénalités seront appliquées automatiquement sur les factures mensuelles du titulaire, sous forme de retenue sur les sommes dues, ou, le cas échéant, feront l'objet d'une demande d'émission d'avoir. Les montants seront exprimés en euros hors taxes.

Les pénalités décrites ci-dessus sont cumulables et non plafonnées.

Article 14 - Nantissement

Le comptable assignataire des paiements est le Directeur régional des finances publiques, à la Direction régionale des finances publiques Hauts de France et du Nord – 82 avenue Kennedy – BP 70689 59033 Lille Tél : 03 20 62 42 42 - Fax : 03 20 62 41 19.

Article 15 - Contrôle technique

Le contrôle technique du service est assuré soit par un organisme extérieur désigné par l'École nationale de protection judiciaire de la jeunesse, soit par elle-même.

Le titulaire doit répondre aux contrôles inopinés déclenchés par l'un ou l'autre organisme et fournir l'ensemble des documents que celui-ci sera amené à lui demander (tant techniques tels que définis à l'article 8 du cahier des clauses techniques particulières, que financiers ou économiques).

Article 16 - Assurances

Le titulaire doit transmettre au plus tard dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution copies des attestations d'assurance pour l'année en cours couvrant les conséquences pécuniaires des responsabilités lui incombant au titre des dommages de toutes natures causés aux tiers sous peine de résiliation du ou des marchés à ses frais et risques.

Cette attestation d'assurance sera produite chaque année.

Le montant des garanties souscrites devra correspondre aux risques encourus. Il convient que le titulaire obtienne que les effets de son ou ses contrats s'exercent effectivement sur l'objet de son ou ses marchés, compte tenu des obligations qui lui incombent.

Les assurances suivantes seront souscrites :

Assurances de responsabilité civile

Le titulaire déclare être assuré pour sa responsabilité civile d'exploitation.

Responsabilité en cas de dégradation des matériels

Au cas où des dépenses seraient directement imputables à la faute prouvée du titulaire du marché, la responsabilité de celui-ci serait engagée à hauteur du montant correspondant à la remise en service ou au renouvellement du matériel si nécessaire.

Assurance liée à l'occupation des locaux

L'École nationale de protection judiciaire de la jeunesse déclare prendre à sa charge et assurer tous risques locatifs et vols par effraction, afférents aux locaux, agencements, matériels et mobiliers, qu'elle affecte au titulaire du marché.

Article 17 - Conformité avec la législation

Le présent marché est soumis d'autorité à toutes les prescriptions formulées ou non dans le présent cahier des charges, à la législation en vigueur au moment de l'offre, et pour les événements se produisant au cours de l'exécution du marché, à la réglementation parue postérieurement.

Article 18 - Dérogations

L'article 13 déroge à l'article 14 du CCAG-FCS. Le présent marché prévaut sur toutes les dispositions du CCAG-FCS qui lui seraient contraires.

